

JURA • Le délai, approximatif, a été fixé par un expert

Cinq ans pour assainir la décharge de Bonfol

La décharge de Bonfol sera débarrassée de ses 114 000 tonnes de déchets chimiques. Le délai a été fixé à environ cinq ans, a déclaré jeudi Walter Wildi, président du groupe d'experts chargés d'étudier cette question.

Selon ce professeur de géologie à l'Université de Genève, mettre sur pied un projet d'assainissement devrait prendre deux ans. Il s'agit, selon les experts, de prévoir l'excavation du site pour retirer l'ensemble des déchets qui devraient être triés et détruits.

Outre les déchets provenant de sept groupes de l'industrie chimique bâloise, contenus dans des fûts en tôle, la décharge contiendrait également, selon Walter Wildi, des piles déposées par l'armée suisse et des déchets de l'industrie horlogère. Des solvants et des «doses faibles de radium» utilisés dans les cadrans de montres, font aussi partie du lot.

«Il faudra donc être extrêmement prudent lors de l'excavation», a-t-il insisté. Celle-ci, dans son ensemble, devra être prise en charge par le détenteur du site, en l'occurrence le Groupement des entreprises de l'industrie chimique bâloise (BCI), aux termes de la loi suisse sur l'assainissement des sites contaminés.

«Notre groupe d'experts a été constitué pour conseiller le canton du Jura et aussi trouver le meilleur chemin avec le détenteur du site», a rappelé le professeur Wildi. Ces experts doivent rencontrer les représentants du BCI, en mars à une date encore à préciser.

Un conseiller régional écologiste français, Alain Fousseret, a alerté les autorités françaises sur un risque de pollution chimique de la nappe phréatique à cause de la présence de cette décharge. L'organisation écologiste Greenpeace a dénoncé pour sa part des «bombes chimiques à retardement» déposées à Bonfol. **ATS-AFP**

GENÈVE • Cinq jeunes diplômés refusent le discours défaitiste qui mine leur profession. Au lieu de pointer au chômage comme la plupart de leurs camarades d'études, ils ont choisi un travail alimentaire pour financer leur atelier d'architecture

Cinq jeunes architectes genevois s'unissent pour fuir la déprime de leur profession

Emmanuelle Michel

«J'ai commencé mes études en 1993. Dès le premier cours, le professeur nous a dit que nous ne trouverions pas de travail en sortant de l'université, se souvient Christian von Düring. C'était une psychose permanente: les étudiants parlaient boulot au lieu de parler architecture.» L'architecture? Une zone sinistrée, un passeport pour le chômage, une formation désorganisée... Depuis quelques années, les qualificatifs désespérés ne manquent pas pour décrire cette filière en pleine mutation.

«Depuis le début, nous étions convaincus que nous n'avions rien à perdre. Cela ne pouvait pas être pire»

En Suisse romande, le paysage est particulièrement morose: les vicissitudes de l'Institut d'architecture de Genève ont découragé de nombreux étudiants, réorientés vers l'Ecole polytechnique de Lausanne, elle-même en plein bouleversement. Quant au chômage, il semble presque devenu un passage obligé pour une majorité de jeunes architectes désireux d'acquiescer un peu d'expérience dans des bureaux déjà établis. A tel point que le stage subventionné par l'Office cantonal de l'emploi ressemble à une véritable filière postgrade...

Cette déprime générale, Christian von Düring et quatre de ses compagnons d'études, Olivier Chabert, Xavier Linder, Monica Suarez et Barbara Tirone, n'ont pas voulu la vivre. Peut-être parce qu'ils en avaient justement trop entendu parler. «Depuis le début, nous étions convaincus que nous n'avions rien à perdre.



Olivier Chabert, Christian von Düring, Monica Suarez et, au premier plan, Xavier Linder, se sont investis dans six mois de travail acharné pour créer leur atelier «a».

GENÈVE, 28 FÉVRIER 2000

Cela ne pouvait pas être pire.» Franchement diplômés, ils ont choisi de voler de leurs propres ailes. Autour d'eux, tout le monde – ou presque – s'est résigné à pointer. Ils ont préféré les petits boulots alimentaires: Christian est brancardier chez Swissair, Olivier animateur dans une cantine scolaire, Monica réceptionniste entre midi et deux heures, Xavier trie le courrier à La Poste.

Leurs salaires ne représentent qu'un tiers de la prime chômage.

«Nous avons trouvé un local dans les anciens locaux de la SIP. La Ville de Genève le louait pour 250 francs par mois, mais il fallait tout rénover», raconte Olivier Chabert. Six mois de travail acharné et l'atelier «a» ouvre ses portes en janvier 2000. De magnifiques portes de monte-charge récupérées d'une usine en dé-

molition et repeintes en blanc. Dans cet espace restreint, les architectes en herbe ont réussi à créer un bureau agréable, lumineux, pratique et beau. Un tour de force qui constitue certainement leur meilleure carte de visite. Entièrement conçu avec des matériaux de récupération – l'investissement global se monte à 5000 francs – l'atelier «a» a indubitablement de la classe.

«Nous avons fait ce que nous avons pu avec ce que nous avions sous la main et cette nécessité nous a appris un peu de métier.» Olivier Chabert est critique face à certains professeurs: «On nous a appris de belles théories mais dans la pratique, plus rien ne tenait. Derrière les grands discours, il n'y avait que l'argent et la peur de partager le gâteau. Beaucoup d'architectes, pourris par les années 80, refusent de s'adapter au monde d'aujourd'hui. D'où l'utilisation du chômage pour employer des jeunes, une main-d'œuvre bon marché pour éviter de baisser un train de vie. Où est l'honnêteté de l'architecture?» Les déceptions se sont vite transformées en résolutions: «Continuer à apprendre, être actifs, se promouvoir.»

Une autre vision

Plusieurs projets sont déjà en cours: construire un étage supplémentaire pour une villa, imaginer un bureau pour une entreprise pétrolière, transformer un garage en cuisine... A cinq, la structure du bureau est très souple, ce qui permet à l'atelier «a» de tenter quelques concours. Ensemble, ils veulent aller loin. «Est-ce que l'architecture a encore une place dans le marché hypercommercialisé des petites villas?» s'est demandé Christian dans son travail de diplôme. En développant un concept de construction de villa, de qualité mais bon marché grâce à sa simplicité, modulable en fonction des besoins du client, ils aimeraient réintroduire une vision architecturale dans le développement des «zones villas». «Il faut essayer, ce n'est pas désespéré...» Aux esprits critiques qui leur lancent des avertissements – «il y a si peu à faire et vous êtes trop jeunes» – ils répondent par un principe de physique appliquée: «Il suffit de bouger pour que les choses se mettent à bouger autour de vous.»